

Pourquoi la société russe soutient-elle la politique actuelle du Kremlin ?

Tatiana Kastouéva-Jean

▶ **To cite this version:**

Tatiana Kastouéva-Jean. Pourquoi la société russe soutient-elle la politique actuelle du Kremlin ?. Les Études du CERI, 2017, 228-229, pp.13 - 18. hal-03457583

HAL Id: hal-03457583
https://sciencespo.hal.science/hal-03457583

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pourquoi la société russe soutient-elle la politique actuelle du Kremlin ?
par Tatiana Kastouéva-Jean

La récession a ralenti en Russie en 2016, grâce à l'adaptation de l'économie à une conjoncture défavorable (chute des prix du pétrole, sanctions occidentales…), mais elle perdure (-0,9 % du PIB* contre -3,7 % en 2015)[1]. Les revenus réels de la population ont chuté depuis trois ans et la pauvreté s'est considérablement accrue. Paradoxalement, cette situation ne semble pas avoir entamé la faveur dont jouit Vladimir Poutine, qui recueillait presque 90 % de soutiens à l'automne 2015, et dont la popularité a légèrement fléchi depuis un an mais demeure très élevée.

Parallèlement, les sondages montrent que seule une partie infime de la population (3 %) est préoccupée par l'état des droits civiques et des libertés démocratiques dans le pays[2]. Depuis 2003, les partis de tendance démocratique et libérale n'arrivent plus à franchir le seuil nécessaire pour être représentés à la Douma (la chambre basse du Parlement). Aux dernières élections législatives (septembre 2016), le plus ancien parti démocrate, Iabloko, n'a pas réuni les 3 % nécessaires pour que son financement public soit maintenu. Pourquoi une telle impopularité des valeurs qui semblaient pourtant si attractives lors de la chute de l'URSS ? Comment appréhender la société russe d'aujourd'hui et ses aspirations ? A quelles attentes de la population la politique autoritaire du président russe a-t-elle répondu pour être autant soutenue, malgré la dégradation du contexte économique et social et le verrouillage de la société ?

Une grande partie des explications est liée à l'histoire du peuple russe, tant soviétique que postsoviétique. L'époque soviétique a laissé aux citoyens la peur viscérale de la machine répressive de l'Etat, et leur a appris le conformisme et le repli sur soi[3]. Symptôme de ce réflexe rémanent, 25 % des Russes avouent aujourd'hui avoir peur d'exprimer librement leurs opinions lors des sondages[4]. Les années postsoviétiques ont ajouté d'autres traumatismes : le choc de la transition économique et la croissance des inégalités ; les « guerres limitées » et le terrorisme qui nécessite un état de mobilisation continue ; enfin un brouillage des valeurs accentué par l'instrumentalisation de la mémoire historique et par la propagande actuelle.

Le choc de la transition et la croissance des inégalités

La violence économique des années de transition (la décennie 1990) ne doit pas être sous-estimée. L'économiste en chef de la BERD* Sergeï Guriev a même comparé l'impact de cette période de privations à celui d'une guerre civile[5]. La société russe subit encore

[1] Banque mondiale, « The Russian economy inches forward : Will that suffice to turn the tide? » *Russia Economic Report*, n° 36, 9 novembre 2016 (**http://www.worldbank.org/en/country/russia/publication/rer**).

[2] Sondage du centre Levada, 15 septembre 2016 (**www.levada.ru**).

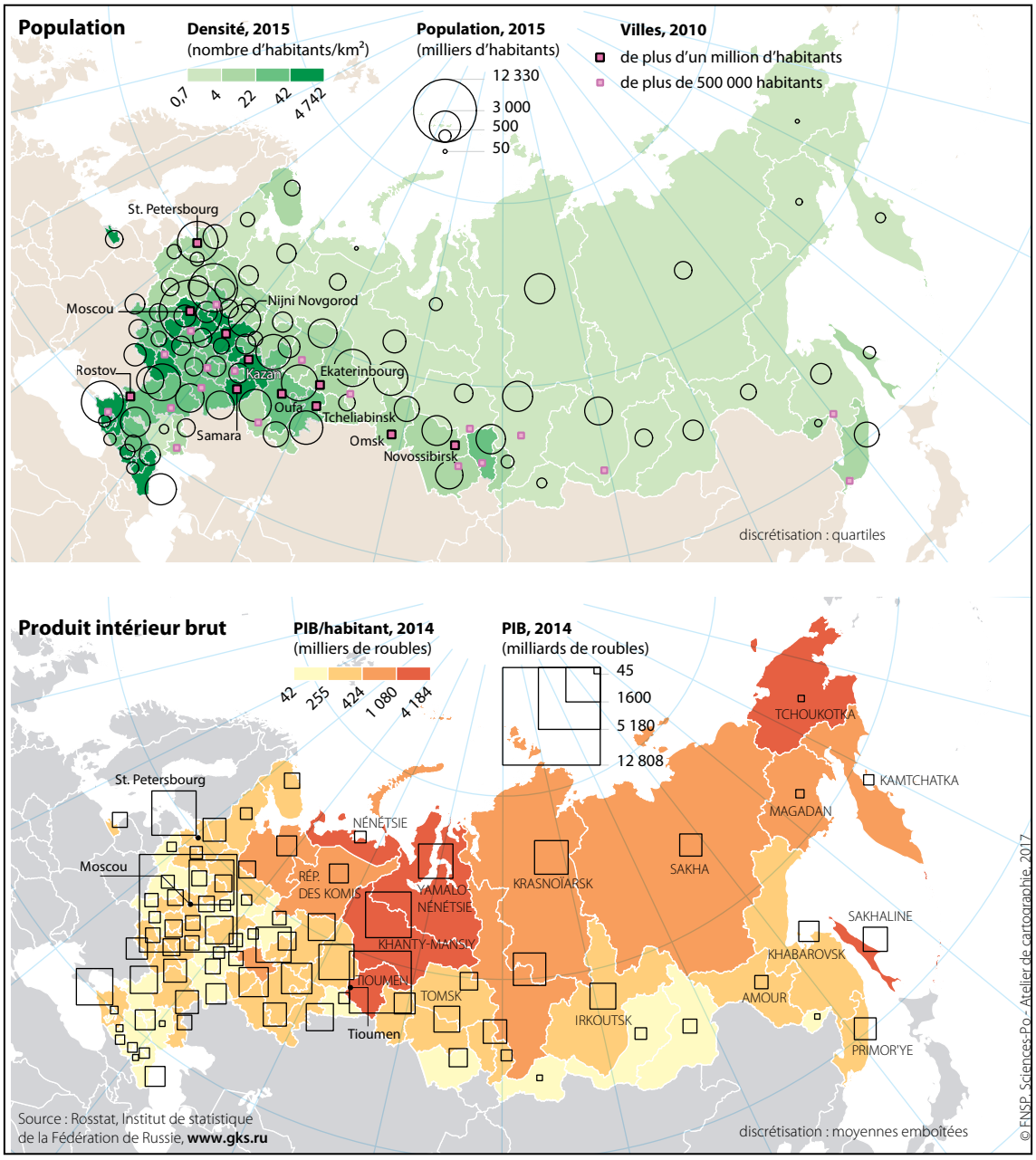
[3] Sur le rapport entre les citoyens et les autorités à l'époque soviétique, voir les témoignages recueillis par O. Figes dans *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Denoël, 2009 (Folio Histoire, 2014), ou la passionnante biographie romancée de Chostakovitch par J. Barnes, *Le Fracas du temps*, Paris, Mercure de France, 2016.

[4] Sondage du centre Levada, 22 janvier 2016.

[5] RIAN, 11 novembre 2016 (**https://ria.ru/economy/20161111/1481170223.html**).

les conséquences du faible taux de natalité de cette époque : si le nombre de jeunes entre 15 et 19 ans (réservoir pour les universités ou l'armée, entre autres) était de 12,2 millions en 2005, il n'est plus que de 6,7 millions en 2016. A la dégradation brutale du niveau de vie pendant cette période (salaires non payés, inflation à trois chiffres) – déjà faible comparé aux pays occidentaux – se sont ajoutés des aspects psychologiques très marquants : les médecins, les enseignants, les militaires ou les ingénieurs ont alors perdu leur prestige ; l'adaptation aux normes sociales bouleversées ou même la survie ont imposé des reconversions professionnelles. Les *monogorod* (villes dont l'activité économique s'organisait autour d'une seule industrie ou d'une seule usine) ou les entreprises du

Population et PIB des régions russes (2014-2015)



complexe militaro-industriel ont été particulièrement vulnérables. La différenciation sociale a été rapide, forte et perçue comme injuste. Elle explique que la question d'une probable révision des résultats des privatisations des années 1990 (ou au moins la taxation lourde des actifs acquis à l'époque) trouve toujours un écho favorable au sein de la population. Elle est régulièrement agitée dans le débat politique tant par le Kremlin que par l'opposition (systémique et hors système).

Les réformateurs des années 1990 confessent aujourd'hui les erreurs commises : de leur propre aveu, en menant des réformes libérales, ils n'ont pas tenu compte des aspects politiques, psychologiques ou ethniques[6]. L'opinion publique accuse en effet les élites de l'époque d'avoir « appliqué les recettes occidentales qui ont mené à la faillite de l'économie en août 1998 et ont failli provoquer la désagrégation du pays »[7].

Les années 2000 ont apporté un net soulagement à différentes catégories de la population. La rente énergétique a permis d'améliorer la situation des militaires, des *siloviki* (membres des structures de force[8]), des personnels du complexe militaro-industriel, mais aussi des retraités et, dans une moindre mesure, des *budgetniki* (personnes travaillant pour les compagnies ou organismes financés par le budget public). D'une manière inégale mais bien réelle, leurs salaires n'ont cessé de croître sous les deux premières présidences de Vladimir Poutine, jusqu'à la crise économique et financière de 2008-2009. Le nombre des groupes socioprofessionnels dépendant directement de l'Etat a également augmenté (pour des raisons démographiques, mais aussi à cause de la croissance du poids de l'Etat dans l'économie) : il y a aujourd'hui en Russie 33 millions de retraités, 2,5 millions de *siloviki*, le complexe militaro-industriel emploie 1 million de personnes, et les personnels des structures et des entreprises publiques représentent 30 % de la population active (selon l'OCDE*)[9]. La majorité de ces groupes sociaux privilégient un modèle d'Etat paternaliste.

Des inégalités se sont creusées à l'époque de la transition non seulement entre les différentes catégories socioprofessionnelles, mais aussi entre les régions. Ainsi, en 2014, les revenus des habitants de Moscou étaient de 54 504 roubles par mois et le taux de chômage s'élevait à 1,5 %. Les chiffres correspondants pour l'Ingouchie, l'une des régions les plus pauvres de Russie, étaient 14 346 roubles et 29,8 %[10]. Géographe et économiste, Natalia Zoubarevitch a formulé le concept des « quatre Russies » dont la plus pauvre a finalement vu son mode de vie évoluer très peu depuis l'époque soviétique[11].

---

[6] Voir les entretiens avec certains d'entre eux dans *Republic*, 16 novembre 2016 (**https://republic.ru/posts/76122**).

[7] Voir par exemple, Š. Šahalilov, « Mirovoj porâdok : problemy transformacii » [Ordre mondial : problèmes de transformation], *Meždunarodnaâ Žizn*, n° 9, 2016 (**https://interaffairs.ru/jauthor/material/1737**).

[8] Parmi les *siloviki* on compte l'armée, les forces de maintien de l'ordre, les services spéciaux etc.

[9] Les sources de ces chiffres sont citées dans T. Kastouéva-Jean, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », *Politique étrangère*, été 2015.

[10] Données du Service fédéral des statistiques (**www.gks.ru**).

[11] N. Zoubarevitch, « Četyre Rossii i novaâ političeskaâ real'nost' » [Quatre Russies et nouvelle réalité politique], 17 janvier 2016, *Polit.ru* (**http://polit.ru/article/2016/01/17/four_russians/**).

Guerres et état de mobilisation

Le prix Nobel de littérature de 2015 Svetlana Alexievitch résume ainsi le rapport entre le peuple russe et la guerre :

> « Les gens ont envie de vivre, tout simplement, sans idéal sublime. C'est une chose qui ne s'était jamais produite en Russie, et on ne trouve pas cela non plus dans la littérature russe. Au fond, nous sommes des guerriers. Soit nous étions en guerre, soit nous nous préparions à la faire. Nous n'avons jamais vécu autrement. C'est de là que vient notre psychologie de militaires. Même en temps de paix, tout était comme à la guerre »[12].

A la différence de l'Europe, la Russie postsoviétique n'a pas vraiment bénéficié de « dividendes de la paix » : depuis la chute de l'URSS, l'armée a mené des guerres et des campagnes militaires sur son sol (deux guerres de Tchétchénie, des actions militaires au Daghestan) ou à ses frontières (Tadjikistan, Transnistrie, Géorgie, Ukraine). Pour ce membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la menace d'une guerre, venant de l'intérieur ou de l'extérieur, n'a jamais complètement disparu. Les sondages en témoignent : en janvier 2016, 65 % des Russes pensaient qu'il existait une menace militaire directe contre le pays[13]. L'importance de ces préoccupations sécuritaires explique qu'une grande partie de la population approuve l'augmentation des effectifs des forces armées et des financements qui leur sont accordés. La contestation de la relance des dépenses militaires au détriment de la santé publique et de l'éducation est un sujet qui n'est soulevé que dans les cercles très restreints d'opposants libéraux au régime.

Aujourd'hui, la menace militaire est personnifiée par l'Occident et l'OTAN*. Les élargissements successifs de l'OTAN vers les frontières russes, ses interventions hors de sa zone de responsabilité, les frappes sur la Serbie en 1999, les opérations en Irak, en Afghanistan, en Libye et leurs conséquences peu concluantes, voire désastreuses, ont alimenté la vision d'un Occident agressif. Amplifiés par la propagande, les sentiments anti-occidentaux ont atteint un pic en Russie en 2014-2015.

Deux autres facteurs ont entretenu le sentiment d'insécurité des Russes depuis la dislocation de l'URSS. D'une part, le pays a connu un nombre élevé d'attentats terroristes dans les années 1990 et 2000. Selon le Terrorism Risk Index (TRI) du cabinet Maplecroft, elle a fait partie des pays les plus touchés par les attentats terroristes avec la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak et le Pakistan. D'autre part, il faut garder à l'esprit la hantise des Russes à l'égard d'une implosion du pays, dont le risque semblait réel au moment de la chute de l'URSS et à l'époque de Boris Eltsine. Les autorités sont très vigilantes vis-à-vis de toute action qui menacerait l'intégrité territoriale du pays. Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir à la faveur de la deuxième guerre de Tchétchénie : il incarne la fusion de la direction politique et du commandement militaire comme peu de chefs d'Etat en Europe. La communication politique du Kremlin entretient volontairement la confusion entre la

[12] S. Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge*, *op. cit.*, pp. 18-19.

[13] Sondage du centre Levada, 18 février 2016.

sécurité de l'Etat et celle du régime d'un Président qui a concentré le pouvoir entre les mains de l'exécutif en créant une « verticale du pouvoir » et a contribué au verrouillage de l'espace public.

A la recherche de l'identité perdue

Un quart de siècle après la chute de l'URSS, prise entre difficultés économiques et préoccupations sécuritaires, traumatisée par la perte de territoire et de rang international, la Russie peine toujours à définir sa nouvelle identité. En témoigne la récente (novembre 2016) tentative du président Poutine d'adopter une loi sur la « nation russienne ».

Trois discours semblent trouver un écho favorable dans la société russe aujourd'hui. Le premier évoque sa voie de développement spécifique, qui doit être définie d'une manière souveraine, sans aucune ingérence étrangère. La taille du territoire, la richesse des ressources, la composition multiethnique, l'histoire, l'orthodoxie, la vocation régionale et mondiale particulière sont en général évoquées pour justifier la spécificité russe qui doit être protégée contre les valeurs imposées par d'autres puissances, notamment l'Occident (via les « révolutions de couleur »). La législation sur les ONG* financées par l'étranger, le contrôle d'Internet, les pressions sur les médias sont les outils qui précisément visent à limiter cette influence jugée néfaste. La réception de ce discours est aujourd'hui facilitée par les faiblesses dont fait preuve l'Occident : l'incapacité de venir à bout de ses propres problèmes socioéconomiques et politiques prouverait que le modèle démocratique et libéral n'est pas à la hauteur des défis actuels.

Le deuxième discours porte sur l'idée de la grandeur nationale. Cette appréhension de la « grandeur » diffère radicalement de celle des Américains : si pour Donald Trump (« Make America great again ») elle traduit un repli sur les affaires nationales, les Russes l'entendent comme l'affirmation de la puissance internationale. La politique extérieure qui s'oppose à l'Occident est perçue comme la revanche qui suit une période d'humiliation. La récupération du rang de grande puissance est évoquée dans les sondages comme le plus grand succès des présidences de Vladimir Poutine. Ce discours monopolise le travail sur la mémoire historique dont ne sont retenus que les fragments et les personnalités qui alimentent l'idée de grandeur. Le narratif de la guerre juste et victorieuse contre le mal absolu (le fascisme) est le corollaire de ce discours qui a été utilisé lors de la crise en Ukraine en 2014 (« la junte fasciste au pouvoir à Kiev »).

Le troisième discours est celui des valeurs conservatrices. La Russie de Vladimir Poutine se positionne aujourd'hui comme chef de file d'un conservatisme ayant vocation à préserver la civilisation chrétienne contre les défis d'un monde globalisé, postmoderne et multiculturel. L'Eglise orthodoxe russe est la meilleure alliée pour défendre la famille, le rôle des grandes religions et la place centrale de l'Etat. A la différence des projets à portée régionale de Russkij mir ou de l'Union eurasienne, le conservatisme permet de formuler un projet global qui trouve un écho bien au-delà du territoire national ou de la région, jusque dans les sociétés occidentales. Le croisement des trois discours peut produire des effets paradoxaux : les communistes russes s'affichent aujourd'hui avec la symbolique religieuse alors que le

pouvoir soviétique poursuivait les prêtres. Au-delà de la propagande, les trois discours semblent répondre à un besoin de reconnaissance et de valorisation après des années de recherche infructueuse d'une nouvelle identité et d'une nouvelle place dans le monde.

La société russe semble aujourd'hui fracturée entre une minorité de contestataires du régime et la majorité qui serait prête à revoter pour Vladimir Poutine aux prochaines élections. L'absence d'alternative politique, l'exemple dissuasif des protestations en Ukraine, la peur des changements, les menaces pour sa situation personnelle sont également des raisons de soutenir le régime. Néanmoins, deux ans et demi après l'annexion de la Crimée, quelques fissures dans le consensus autour du Président semblent apparaître : les problématiques socioéconomiques (dont la corruption) sont de nouveau au centre des préoccupations de la population. Mais quoi qu'il arrive, les traumatismes de la société ne disparaîtront pas du jour au lendemain : elle gardera les mêmes fragilités, susceptibles d'être instrumentalisées par le Kremlin, même si le pouvoir change de mains.